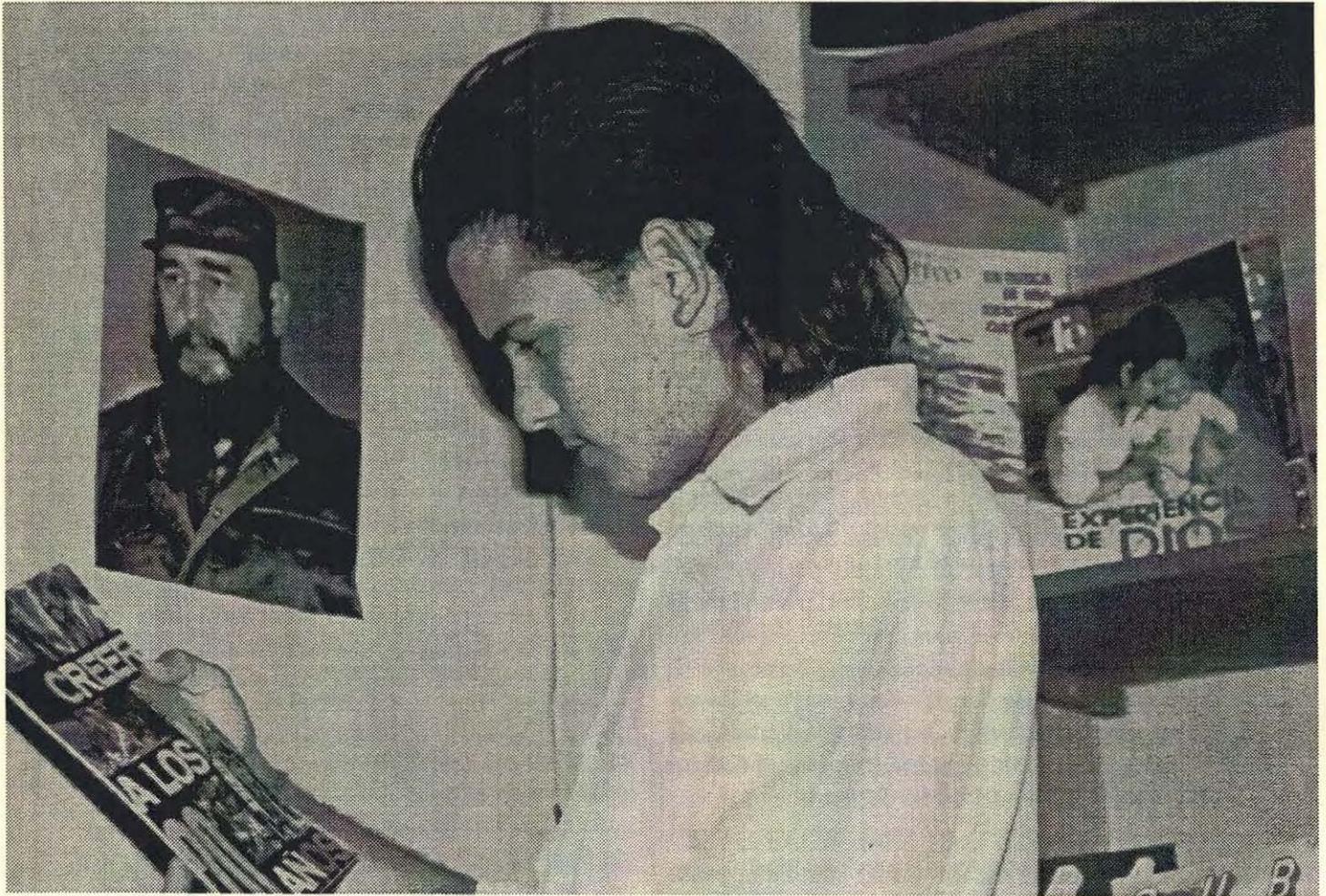


EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 19, no 1 février 1998



Spécial
CUBA

Le Pape à Cuba



Nous allons célébrer de nouveau cette année l'anniversaire du martyr de Mgr Romero, survenu le 24 mars 1980. Le thème choisi: « Mgr Romero... toujours vivant? » veut nous rappeler que nous pouvons boire à la source qui a alimenté la force du témoignage en faveur de son peuple chez Mgr Romero et chez des centaines d'hommes et de femmes partout en Amérique qui l'ont accompagné sur cette voie. L'évangéliste Luc, voyant la part de Bonne Nouvelle dans les événements qui ont entouré le surgissement d'un Peuple de Dieu nouveau dans l'histoire, montre une claire conscience du rôle important des martyrs dans les précurseurs de ce nouveau Peuple: Jean-Baptiste, Jésus, Étienne, Jacques... Comme eux, Mgr Romero annonce, ouvre des temps nouveaux pour l'Église dans le monde d'aujourd'hui. Lors du Synode pour l'Amérique tenu à Rome en novembre dernier, l'intervention qui a été le plus chaleureusement applaudie a été celle de Mgr Rosa y Chavez, l'évêque auxiliaire de San Salvador, qui a porté sur l'apport des martyrs au renouvellement de l'Église en Amérique latine, en prenant comme exemple la figure de Mgr Romero.

Dans ce numéro nous revenons sur la visite du pape Jean-Paul II à Cuba. Une belle visite, comme le soulignait le président Fidel Castro, le 25 janvier, à l'aéroport de la Havane: « Je crois que nous avons donné un bon exemple au monde: vous, en visitant ce que certains appellent le dernier bastion communiste; nous, en recevant le chef religieux à qui certains at-

tribuèrent la responsabilité d'avoir détruit le socialisme en Europe. D'aucuns prédisaient des événements apocalyptiques. Certains, même, en rêvaient.

...L'effort réalisé par Votre Sainteté en faveur d'un monde plus juste m'émeut. Les États disparaîtront; les peuples finiront par constituer une seule famille humaine. Si la mondialisation de la solidarité que vous proclamez s'étend à toute la terre et si les biens abondants que l'homme peut produire avec son talent et son travail sont répartis équitablement entre tous les êtres humains qui habitent aujourd'hui la planète, un monde pourra alors réellement être créé pour eux sans faim et sans pauvreté; sans oppression ni exploitation; sans humiliations ni mépris; sans injustices ni inégalités, un monde où il serait possible de vivre dans la pleine dignité morale et matérielle, dans la véritable liberté; ce monde-ci serait le monde le plus juste! Vos idées sur l'évangélisation et sur l'œcuménisme ne seraient pas en contradiction avec lui.

Pour l'honneur de votre visite, pour toute l'affection exprimée aux Cubains, pour toutes vos paroles, y compris celles avec lesquelles on est peut-être en désaccord, au nom de tout le peuple de Cuba, Sainteté, je vous remercie. »

Pour un groupe préoccupé des droits humains en Amérique latine, Cuba la critiquée, la marginalisée, la méprisée fait peut-être partie de ces petits et humiliés à qui le Royaume de Dieu a été révélé... ▼

La tournée d'Équipe Canada au Mexique:**Erreur de nos élus,
but en faveur de l'impunité**

LE MASSACRE D'ACTEAL ET LA CROISSANCE ALARMANTE DES CAS DE VIOLATION DE DROITS HUMAINS FORMENT LA TOILE DE FOND TISSÉE PAR LE GOUVERNEMENT ZEDILLO AU MOMENT OÙ IL A ACCUEILLI ÉQUIPE CANADA LORS DE SA MISSION COMMERCIALE LATINO-AMÉRICAINNE.

La classe politique et la communauté d'affaires canadiennes et québécoises ont ignoré l'appel lancé par un petit groupe courageux et audacieux d'ONG québécoises¹ qui leur demandaient d'annuler l'escale mexicaine de leur mission. Les investisseurs ont préféré aller de l'avant dans leur tournée au lieu de poser un geste concret pour dénoncer l'impunité dont jouissent les organisations paramilitaires qui sèment la mort au Chiapas depuis deux ans. Dans le contexte actuel du Mexique, ne pas prendre de mesures diplomatiques contre Zedillo revient à cautionner le règne de terreur.

Dans la lettre que ces ONG ont fait parvenir à Jean Chrétien, à Lucien Bouchard et à Lloyd Axworthy, on peut lire les raisons qui les ont poussées à exiger l'annulation du voyage d'affaires. Elles estiment « que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ne peuvent fermer le yeux devant des massacres comme celui d'Acteal, au cours duquel 45 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont été sauvagement abattues par les groupes paramilitaires soutenus par les autorités locales du PRI (parti au pouvoir au Mexique depuis 68 ans). Le Gouvernement du Canada doit faire pression pour éviter que le sang ne coule encore au Mexique. Il était disposé à faire pression sur Mexico afin que Bombardier obtienne un lucratif contrat. Pourquoi serait-il réticent à le faire quand des crimes contre des Mexicains sont commis? »

Le 12 janvier, pendant que Zedillo s'épuisait à convaincre la délégation canadienne de ses intentions pacifiques à l'endroit du Chiapas, la Police de la sécurité publique (PSP) ouvrait le feu sur une manifestation pacifique à Ocosingo, tuant une femme et blessant un enfant et un adolescent. Rappelons que la même PSP avait pris position à une centaine de mètres d'Acteal le jour du carnage et s'est abstenue d'intervenir malgré le fait que ses armes et effectifs dépassaient largement ceux des paramilitaires qui ont réalisé la tuerie. Est-il vraiment surprenant que ce corps policier alimente la vague de violence qui déferle sur le Chiapas?

Les pays qui bafouent systématiquement les droits humains les plus fondamentaux à travers le monde sont en train de devenir les partenaires économiques de prédilection du Canada. Quels signes envoient Ottawa et Québec lorsqu'ils privilégient l'établissement de relations commerciales avec des régimes meurtriers, comme celui de Zedillo ou celui du général Suharto en Indonésie?

La précipitation d'Équipe Canada dans la recherche de nouveaux partenaires commerciaux l'aura rendue complice des crimes de lèse-humanité qui se perpétuent au Chiapas, poudrière du Mexique. ▼

¹ Celles-ci sont: le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, Alternatives, Entraide missionnaire, le Réseau de solidarité avec le Mexique, le Réseau latino-américain pour les droits humains et le Comité de solidarité urgente avec le Chiapas.

Peuples autochtones, à la défense de leur environnement

LE 22 DÉCEMBRE DERNIER, DES TROUPES PARAMILITAIRES MASSACRENT 45 AUTOCHTONES DU VILLAGE D'ACTEAL AU CHIAPAS. DEPUIS UN AN, LA RÉPRESSION S'EST INTENSIFIÉE AU CHIAPAS EN VUE DE MAÎTRISER LES REBELLES ZAPATISTES. CES DERNIERS ONT ENTAMÉ UNE RÉVOLUTION LE 1^{ER} JANVIER 1994 AU MOMENT MÊME OÙ LES GOUVERNEMENTS MEXICAIN, CANADIEN ET ÉTASUNIEN SIGNAIENT L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN. POUR LES ZAPATISTES, CE TRAITÉ REPRÉSENTE UNE CONDAMNATION À MORT CULTURELLE. CETTE RÉBELLION EST SANS DOUTE LA RÉSISTANCE AUTOCHTONE LA PLUS MÉDIATISÉE AU MONDE. CEPENDANT D'AUTRES PEUPLES INDIGÈNES OUBLIÉS PAR NOS JOURNALISTES SE BATTENT CONTRE DES PROJETS INDUSTRIELS D'ENVERGURE QUI FONT FI DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX. ADAM GOTTLIEB, QUI ANIME L'ÉMISSION *DROIT DES PREMIÈRES NATIONS* À LA RADIO UNIVERSITAIRE MCGILL CKUT, A RECENSÉ PLUS D'UNE TRENTAINE DE CES LUTTES DANS DES FICHES QUI SERONT BIENTÔT TRADUITES EN FRANÇAIS. LE *CAMINANDO* VOUS FAIT PART DE SON TRAVAIL.



Nicaragua

En novembre 1996, le maire de la ville minière de Rosita et trente hommes armés rendent visite aux résidents de Fernicia pour que ces derniers vendent leur terre à la Solcarsa, une entreprise forestière, filiale de la transnationale coréenne Kum Kyung. En échange du déménagement, on leur promet de nouvelles maisons de bois, une église, une école, une clinique de santé, un puits et de l'électricité. Les habitants de Fernicia acceptent cette proposition, mais ils se retrouvent plutôt dans des cabanes en bambou avec seulement de l'eau de pluie à boire et sans aucune trace de l'école et de la clinique promises.

L'origine de cette histoire remonte à mars 1996, lorsque la Solcarsa reçoit une concession forestière de 620 km² du gouvernement nicaraguayen. Mais, selon la Loi sur l'autonomie de 1987, incluse dans la Constitution, la Solcarsa aurait dû obtenir l'approbation des membres du conseil de la Région autonome atlantique nord parce qu'une partie de la concession

se situait sur des terres autochtones. En février 1997, la Cour suprême du Nicaragua donne raison aux indigènes et annule la concession, jugeant que c'est une violation de la Loi sur l'autonomie et de la Constitution. Malgré cette décision, la Solcarsa a continué ses opérations avec la bénédiction apparente du gouverneur de la région.

Colombie

La Occidental Petroleum et la Shell Oil caressent l'ambition d'exploiter le pétrole sur les terres appartenant à la nation U'wa qui vit dans l'ouest de la Colombie. Mais leurs projets risquent de perturber le mode de vie et l'environnement de cette communauté de 5000 habitants.

Les U'wa ne peuvent pas compter sur le gouvernement pour les protéger, ce dernier étant d'avis que le permis accordé à la Occidental Petroleum est en pleine conformité avec la loi et que les activités de prospection peuvent se poursuivre. Voyant cette menace, le leader u'wa, Roberto Cobaría, mène

une campagne de protestation internationale contre les activités futures de ces deux entreprises. Mais, son opposition lui attire des ennuis. Le 21 octobre 1997, il présente une lettre ouverte aux présidents de la Occidental Petroleum et de la Shell Oil leur faisant part des menaces et des attaques dont il a été victime. Depuis, la Occidental Petroleum semble avoir changé son fusil d'épaule déclarant qu'elle n'entendait pas opérer dans la réserve des U'wa.

La Guyane

objections quant aux opérations des multinationales minières canadiennes et forestières asiatiques sur leurs terres ancestrales.

La première pétition porte sur les activités de la compagnie asiatique, Barama Timbers. Des indigènes se sont plaints de la pollution de la rivière provoquée par un bassin de rondins de l'entreprise. D'autres ont été déportés de force sans obtenir de compensation adéquate. Les autochtones ont aussi formulé de nombreuses plaintes en raison des bas salaires et des restrictions sur la chasse et l'agriculture que la Barama leur imposait.

La deuxième pétition porte sur les activités des sociétés minières canadiennes, Golden Star Resources et Cambior, dont le siège social est à Montréal. Ces deux entreprises sont responsables d'un des pires désastres écologiques de l'histoire humaine, celui de la Omai Gold Mines qui a rendu la vie impossible à des milliers d'autochtones. De plus, elles veulent qu'on exproprie pour une deuxième fois en 30 ans les Maroon de Nieuw Koffiekamp pour permettre l'exploitation de mines d'or à ciel ouvert. En 1963-1964, cette communauté avait dû déménager en raison de la construction d'un barrage hydroélectrique.

D'autre part, la Golden Star a obtenu une licence de prospection en 1994 couvrant la presque totalité de la région du Haut Mazaruni qui était auparavant un district entièrement autochtone. Les indigènes du Haut Mazaruni sont maintenant en lutte pour se réapproprier leurs anciens titres légaux. Ils ont aussi rapporté plusieurs violations des droits humains, incluant des incidents où des gardes de sécurité et des policiers ont utilisé de vraies munitions contre eux pour leur faire peur.

Panama

Après deux ans d'exploration, l'entreprise minière Panacobre prépare le terrain au développement d'une mine de cuivre à ciel ouvert sur le territoire des Ngöbe-Buglé au Panama. Filiale de la Tromin Resources, située à Toronto, Panacobre entrevoit des profits de 170 milliards de dollars dans les 15 à 30 prochaines années. D'autre part, les Ngöbe-Buglé affirment qu'ils n'ont jamais été consultés sur le sujet et ont demandé la reconnaissance de leur autonomie et l'arrêt du projet minier. Ils considèrent celui-ci comme un danger pour la population locale et pour l'environnement et n'ont reçu aucune garantie sur d'éventuelles études d'impacts de ce projet. Malgré leurs protestations, rien n'a été fait pour arrêter l'exploitation de la mine ou pour favoriser l'autonomie de ce peuple indigène sur son territoire. En octobre 1997, lors d'une manifestation à San-Felix, une dispute a éclaté pendant laquelle un policier et au moins un Ngöbe-Buglé ont été tués.

Pour les Ngöbe-Buglé, accorder des concessions minières sur leur territoire constitue une violation de la Constitution et de la Convention de l'Organisation mondiale du travail. Les deux documents reconnaissent le droit des peuples autochtones à la terre dans les territoires où ils habitent traditionnellement.

Chili

Sept communautés indigènes, dont les Pehuenche, ont entamé une lutte contre le développement de barrages hydroélectriques sur la rivière Bio Bio qui aboutira à l'expulsion de 700 personnes et inondera 9000 acres de forêts chiliennes. Les autochtones de la région ont formé une coalition contre le projet et se battent depuis 1989 contre sa réalisation. Malgré tous ces efforts, le 6 juin 1997, le gouvernement chilien a approuvé Ralco, un projet hydroélectrique de 600 millions de la ENDESA, une entreprise nationale puissante. Cette dernière prétend que Ralco et dix autres barrages doivent être construits d'ici 2013 pour satisfaire les demandes énergétiques de l'économie chilienne. Pour leur part, les Pehuenche considèrent que sa construction aura en outre des impacts sociaux et environnementaux importants. Le déplacement des communautés de leur terre ancestrale les détruira et minera les efforts pour la sauvegarde de leur culture. Le projet est par ailleurs une violation des nouvelles lois sur les autochtones et l'environnement. La ENDESA a fait savoir qu'elle entendait contester ces nouvelles lois. ▼

Bilan de la rencontre entre Fidel et Jean-Paul II

par Jean-Claude Ravet

JEAN ROBITAILLE ET JEAN-CLAUDE RAVET DU *CAMINANDO* RENCONTRAIENT LE 2 FÉVRIER DERNIER DEUX SPÉCIALISTES DE LA QUESTION CUBAINE, CLAUDE MORIN, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ET ALBERTO RABILOTA, JOURNALISTE CORRESPONDANT DE L'AGENCE NOTIMEX, AFIN D'ANALYSER LES OBJECTIFS DE CETTE RENCONTRE HISTORIQUE ET SON IMPACT SUR LE PEUPLE CUBAIN. NOUS VOUS TRANSMETTONS DANS CET ARTICLE LA SUBSTANCE DE LEURS PROPOS.

Les motivations cubaines

Le plus grand obstacle à la visite du pape à Cuba, jusqu'alors, avait été son image «politique» : l'intransigeance d'un pape polonais envers tout projet socialiste. Or, insistent Claude Morin et Alberto Rabilota, avec l'effondrement du Bloc communiste et devant l'avancée triomphale du capitalisme au niveau mondial, faire encore de l'anti-communisme un cheval de bataille serait de toute évidence mal venu. De fait, le discours politique du pape est désormais dirigé vers les «excès» d'un ultra-libéralisme, tant au niveau spirituel que social. Le discours de Castro, peu de temps avant l'arrivée du pape, publié dans *Granma* de décembre, soulignait d'ailleurs les convergences du message du Pape avec le projet socialiste cubain: dénonciation du néolibéralisme, appel à la justice sociale, lutte contre l'analphabétisme, etc.

Ainsi le régime communiste cubain pouvait enfin accueillir le pape sans que cette visite ne donne prise à une récupération et rajoute à la menace déjà énorme d'une déstabilisation politique promue par les E.U. et leur alliée, la droite cubano-américaine. Plus encore, il pouvait même attendre de cette visite une certaine légitimité internationale. Ce qui n'est pas à déprécier dans un contexte d'isolement critique où le confine la loi Helms-Burton, accentuant de manière aiguë la crise économique dans laquelle le pays est plongé depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Cependant, réduire cette ouverture à l'Église comme un simple opportunisme intéressé serait méconnaître,

insistent à juste titre Claude Morin et Alberto Rabilota, la petite histoire des négociations en vue d'un rapprochement avec l'Église catholique, amorcé de longue date. Dans ce processus, le rôle joué par Fidel est déterminant. Il est en effet le principal artisan du revirement opéré au sein du parti à l'égard des chrétiens et des chrétiennes, leur permettant, en 1991, l'accès aux responsabilités politiques, malgré la tendance d'une faction «orthodoxe» prônant un athéisme militant. En ce sens, l'entrevue de Fidel Castro accordée à Frei Betto, publiée en 1986 sous le titre *Fidel et la religion*, qui devint très vite un best-seller international, peut être comprise comme un message adressé à ses propres camarades au sein du parti.

Les motivations de l'Église

Pour Claude Morin et Alberto Rabilota, il est clair que les objectifs du pape n'étaient pas seulement de consolider l'espace religieux, ce que Fidel est sans nul doute prêt à accorder. Ils visaient aussi à ce que l'Église occupe un espace politique en tant qu'interlocuteur privilégié du gouvernement cubain, ce qui est beaucoup plus problématique. Sur ce plan, le pape recevra très probablement une fin de non-recevoir pour deux raisons: d'une part, pour la place minoritaire de l'Église catholique au sein des couches populaires desservies davantage par les églises protestantes et les cultes afro-cubains (*santería*), ne lui permettant pas de justifier le statut d'interlocuteur privilégié. La participation relativement faible aux liturgies du pape (300 000 à la Havane et 150 000 à

Santiago; on attendait le double) et ce malgré l'absence d'obstacle pour se rendre aux lieux de rassemblement, rend compte en quelque sorte de l'exagération de la capacité de mobilisation populaire de l'Église.

Et d'autre part, pour les accointances traditionnelles, en ce qui concerne le contexte historique cubain, de l'Église hiérarchique avec la bourgeoisie terrienne, qui pourrait ainsi, avec un tel statut, se reconvertir en un cheval de Troie au service de l'opposition cubano-américaine. À cet effet, Claude Morin souligne que le discours sur la consolidation de la société civile soutenu par le pape est un discours piégé s'il comprend la société civile uniquement comme opposition radicale à l'État dont en fin de compte on ne reconnaîtrait même pas la légitimité.

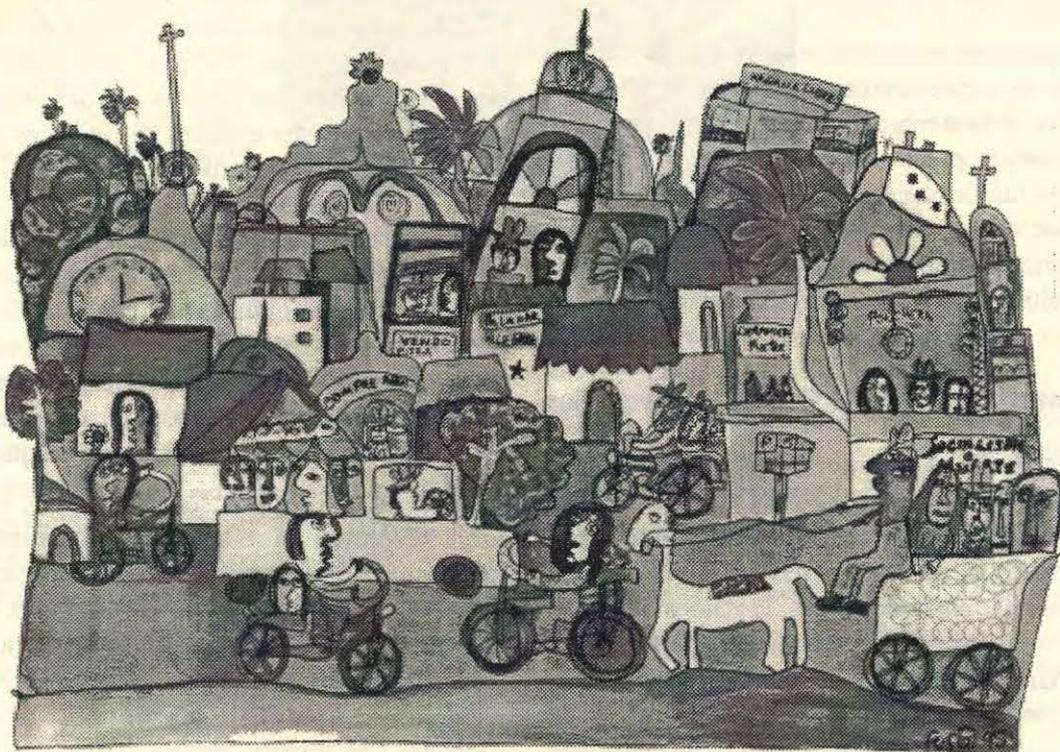
Bilan

Fidel Castro a-t-il gagné son pari? La réponse est mitigée. La dénonciation de l'embargo américain, tant attendue, ne s'est faite qu'à l'aéroport, au moment du départ de Jean-Paul II. De plus, une grande partie des discours du pape s'avère une critique du gouvernement, bien que circonspecte. Par ailleurs, un fait ressort fortement de la visite, c'est la volonté partagée tant par le pape que par la population cubaine, d'éviter des changements trop rapides qui jetteraient le pays dans le chaos, comme ce fut le cas lors du démantèlement du Bloc de l'Est. Ceci ne peut que

rejaillir positivement sur le projet socialiste cubain posant les conquêtes sociales comme des acquis inquestionnables de la révolution. Alberto Rabilota fait remarquer que, dans une perspective à long terme, celui qui sort gagnant est Ricardo Alarcón, président de l'Assemblée nationale cubaine et proche conseiller de Castro, présagé comme son successeur possible.

En revanche, la grande perdante, c'est l'extrême-droite cubano-américaine, ce dont peut se réjouir le gouvernement cubain, étant donné sa grande influence dans la politique américaine et le fait qu'elle représente la principale raison d'être de la loi Helms-Burton. La réception sans barrières, la visite sans écueils, sans bavures, la présence des instances politiques aux rassemblements, projette une image de tolérance et de pluralisme, et par là même sert à neutraliser le discours alarmiste, belliqueux et revanchard de l'extrême-droite, protagoniste d'une stratégie de bras-de-fer.

Pendant, à court terme, on ne peut s'attendre à l'abandon de l'embargo. Un effet probable de la visite papale pourrait être d'accélérer l'assouplissement du blocus pour des raisons humanitaires par des mesures telles que le projet de loi mis de l'avant récemment par un groupe de congressistes, intitulé «Loi pour le soulagement humanitaire des femmes et des enfants cubains», qui permettrait la libéralisation du commerce de médicaments et d'aliments avec Cuba. ▼



Un passé encore présent

(résumé d'un article de Maria Lopez Vigil, dans *Envío*, nov. 97)

DU 21 AU 25 JANVIER DERNIER, DES MILLIERS DE CUBAINS ET DE CUBAINES AURONT VU SUR LES GRANDES PLACES DE SANTA CLARA, CAMAGÜEY, SANTIAGO DE CUBA ET LA HAVANE LE PAPE JEAN-PAUL II QUI EFFECTUAIT SA PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE DANS CE PAYS. LES CHEMINS QUI LES ONT CONDUITS À CES RENCONTRES N'AURONT PAS ÉTÉ LES MÊMES POUR TOUS, CHACUN ET CHACUNE AYANT ÉTÉ ACTEUR D'UNE HISTOIRE COMPLEXE, UNIQUE. QU'EST-CE QU'ILS AURONT TROUVÉ CHEZ LE PAPE? QUEL ACCUEIL LUI AURONT-ILS RÉSERVÉ? QUELQUES ÉLÉMENTS DE L'HISTOIRE DE CUBA PEUVENT NOUS AIDER À FORMULER UNE RÉPONSE À CES QUESTIONS.

Un peuple métissé avec une religion métissée

La révolution triomphante, menée par Fidel Castro à La Havane en 1959, a été appuyée par 95 % des Cubains qui, à l'époque, se déclaraient religieux, croyant à une réalité « supérieure » dont ils avaient le sentiment de dépendre. À l'heure de la révolution, la religiosité cubaine était un mélange complexe de rites et de croyances où, à l'origine on trouve le catholicisme apporté par une poignée d'aventuriers espagnols et les religions animistes de centaines de milliers d'esclaves venus d'Afrique.

Peu de Cubains ont vécu leur religion à l'état pur, les superstitions se superposant aux dévotions. On pouvait pratiquer la santería africaine, être maçon et catholique. Presque personne ne voyait de contradiction entre les fils de tout ce tissu de croyances diverses. À l'aube du nouvel an de 1959, presque personne ne voyait non plus de contradiction entre religion et révolution. Mais l'avenir allait en révéler plusieurs.

La confrontation entre l'Église et la révolution

Quelques évêques et quelques prêtres, après avoir accueilli avec enthousiasme la révolution, furent rapidement surpris par sa radicalité. Le changement révolutionnaire opéré dans les moments les plus tendus de la Guerre froide opposant les blocs de l'Est et de l'Ouest et la décision initiale du gouvernement révolutionnaire cubain de se tourner vers l'Union soviétique pour faire face à l'agressivité des États-Unis, ont conduit les évêques catholiques à l'affron-

tement. Ils ont choisi cette voie à partir de deux prémisses claires : d'abord, le processus révolutionnaire enclenché ne pouvait être bon car, pour l'Église, le communisme était « intrinsèquement pervers ». Les hostilités entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir révolutionnaire au cours des années 1959, 60 et 61 allaient cependant orienter l'histoire et justifier l'immobilité des positions des deux côtés.

Le nouveau gouvernement révolutionnaire répondit aux critiques des évêques en les attaquant et en les isolant. Tous les évêques en bloc ont été disqualifiés; il y a eu des batailles au cours de célébrations, des descentes dans des paroisses, des campagnes pour discréditer des prêtres ou des institutions catholiques. Tous les espaces catholiques à la radio et à la télévision furent enlevés. Enfin, en 1961 l'Église reçut son coup de grâce quand le gouvernement décréta la nationalisation de tous les collèges privés. Plus que toute autre institution, les collèges catholiques garantissaient la transmission de la doctrine et de la pratique catholique à Cuba. Les religieuses et les religieux qui travaillaient dans l'enseignement décidèrent de quitter Cuba. Cet exode massif finit par vider de son sang l'institution catholique.

Dans cette confrontation avec l'Église, le gouvernement révolutionnaire a malheureusement confondu la position adoptée par l'Église avec l'expérience religieuse vécue par le peuple cubain, et toute forme d'expression religieuse avec danger pour la révolution. En jetant sur la religion l'étiquette abusive d'« opium du peuple », il a mis sur les épaules des croyants une lourde croix.

Qu'ont fait les 95 % de Cubains qui se déclaraient croyants en 1959?

Une grande majorité de Cubains ont considéré la confrontation entre la hiérarchie catholique et le gouvernement comme un problème essentiellement politique. Engagée dans un projet social où l'on faisait appel à la responsabilité de tous, une grande majorité de gens ne s'est pas fait de problème de choix entre sa religion et sa révolution. Certains ont substitué l'une pour l'autre tout simplement; d'autres, pour sauvegarder leur avenir professionnel ont quitté l'Église sans pour autant cesser de croire. Mais le chemin a été éprouvant pour ceux et celles qui avaient une foi plus définie.

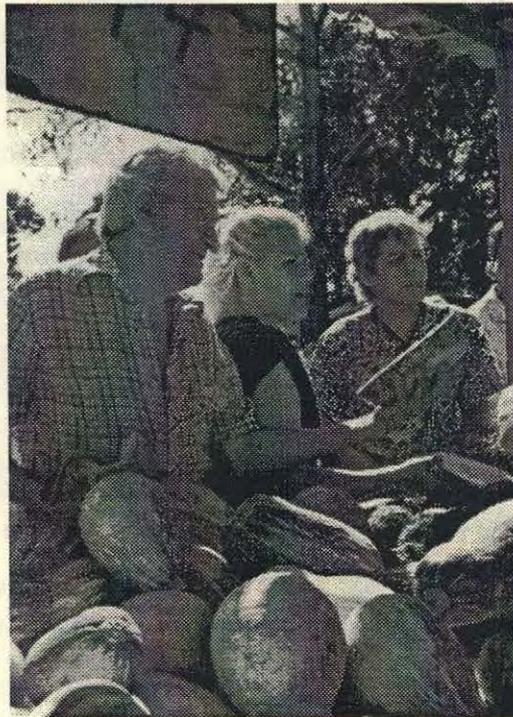
Les années 1960, années les plus fraîches où la révolution cubaine apportait une pensée audacieuse et innovatrice, ont été paradoxalement les années où on a appliqué le dogmatisme le plus intolérant contre les croyants. Dans les années 1970, après l'échec de la récolte des 10 millions de tonnes de canne à sucre, Cuba a dû à contrecœur se tourner davantage vers l'Union soviétique et adopter plusieurs de ses façons de faire. Entre autres, l'athéisme est introduit dans la Constitution du pays pour devenir religion d'État. Dans l'enseignement public, on veut développer chez les élèves une mentalité areligieuse ou antireligieuse.

Les réalisations sociales de Cuba comme la création et la redistribution plus juste de la richesse, l'accès universel à l'éducation, au travail, aux soins de santé, à la culture, au sport et à la sécurité sociale ont d'une certaine manière rendu moins significatives les malades dans le traitement donné à la religion par la révolution. Après tout, la préoccupation solidaire envers le prochain et envers le bien commun, et le soin que l'on prend de la vie sont les règles d'or de toutes les grandes religions. Pour l'Amérique latine, un continent majoritairement chrétien et majoritairement appauvri qui, dans les années 1970, a vu naître et se développer la théologie de la libération et les communautés de base, qui a vu des torrents de sang versé sous des dictatures qui prétendaient combattre

le « communisme athée », ce qui se passait à Cuba constituait une énigme : d'un côté un État préoccupé de justice sociale mais qui marginalisait les Églises, méprisait la religion et diffusait l'athéisme, et de l'autre des Églises réduites au silence, gardant leur distance avec cet État et ne sachant pas comment dialoguer avec lui.

1979 : l'année frontière

On peut se demander si l'État cubain était vraiment intéressé de voir surgir une Église populaire, vivante, active, bien organisée, comme la levure dans la masse? En 1979, deux événements vont aider à faire évoluer un peu les choses : la réunion des évêques latino-américains à Puebla, au Mexique, réveille l'Église catholique cubaine et, en juillet, le triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua aura aussi son influence sur Cuba.



Après la rencontre de Puebla, les évêques cubains ont senti qu'ils n'avaient pas réussi à dire et communiquer adéquatement aux autres la réalité particulière qui était la leur. Ils décidèrent alors de faire un *Puebla* à Cuba même et convoquèrent la Rencontre nationale de l'Église cubaine (ENEC). Un des sujets les plus difficiles abordés pendant l'ENEC et qui a suscité le plus de résistance a été celui du dialogue et de la réconciliation avec le gouvernement. Beaucoup sentaient de la méfiance à cause de tout ce qui s'était

passé et ils avaient peur du dialogue parce qu'ils craignaient d'être manipulés. Cette méfiance entre catholiques et communistes subsistait encore à la veille de la visite du Pape.

Puis, à l'occasion du triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979, des milliers de Cubains sont allés prêter main-forte à celle-ci : des médecins, des enseignants, des techniciens, des instructeurs militaires, des entraîneurs de sport. Et des milliers de Nicaraguayens sont allés à Cuba. Cet échange entre les deux pays qui a duré une dizaine d'années, a permis aux Cubains de connaître la foi du peuple nicaraguayen qui ne voyait aucune contradiction entre révolution et religion.

Les années 90 : la crise

Depuis 1990, un peuple cubain stoïque, inquiet et uni vit au coeur d'une profonde crise. Des références qu'il croyait stables pour toujours comme l'URSS, s'effondrent tout d'un coup, provoquant une grave crise économique qui se traduit en crise des valeurs et des comportements, en crise spirituelle.

À son congrès de 1990, le parti communiste, réuni pour faire face à la nouvelle situation, proposa l'élimination de la discrimination qui empêchait les croyants de devenir membres du parti. « Éliminer cette discrimination a été la motion la plus chaudement débattue », raconte un militant. Mais cette ouverture arrivait tard. Ainsi la réaction d'une catholique: « Le Parti continue d'avoir une philosophie qui n'est pas la mienne. Plusieurs croyants avons senti que le changement n'était qu'une nouvelle stratégie. Je n'ai jamais pensé que c'est parce que le Parti me donne un carnet de membre que les portes de la révolution me sont ouvertes. Je n'ai jamais senti qu'elles m'étaient fermées, même si j'ai souffert de discrimination depuis que je suis petite parce que je suis croyante. Je n'ai pas besoin de ce changement dans le Parti pour continuer de travailler pour le bien-être des autres, pour une société juste... »

L'éveil religieux

Beaucoup de gens cherchent dans la religion un sens à leur vie et une communauté où il y a de l'amour fraternel. Mais la religion peut être aussi l'endroit où on peut exprimer sa dissidence ou sa différence, un chemin d'affirmation personnelle, ou un chemin de solidarité, comme le raconte une femme catholique : « Jusqu'à tout récemment, je n'avais pas à me demander si mes voisins mangeaient ou pas. L'État s'occupait de cela. L'exercice de la charité pour moi allait dans une autre direction, plus morale. Mais, aujourd'hui, ma voisine ne mange pas, et l'État ne lui garantit plus sa nourriture. Nous n'étions pas préparés à cela. On nous a formés à la solidarité, mais avec beaucoup de paternalisme. Nous aurons à apprendre à vivre la foi comme un engagement social. »

Un dialogue difficile

En septembre 1993, les évêques cubains publient la lettre pastorale *L'amour espère tout*, où ils prennent position face à la crise nationale : « Il ne nous appartient pas d'indiquer la voie que doit suivre l'écono-

mie du pays, mais il nous appartient d'exiger une évaluation sérieuse et sincère, avec la participation de tous les Cubains. Au lieu de s'en tenir à des mesures conjoncturelles d'urgence, il devient impérieux d'élaborer un projet économique avec des contours bien définis, capable d'inspirer et de mobiliser les énergies de tout le peuple. [...] On admet aujourd'hui que les Cubains qui peuvent aider économiquement sont précisément ceux que nous avons envoyés en exil. Ne vaudrait-il pas mieux reconnaître qu'ils ont eux aussi le droit légitime et le devoir d'apporter des solutions, en tant que Cubains?... »

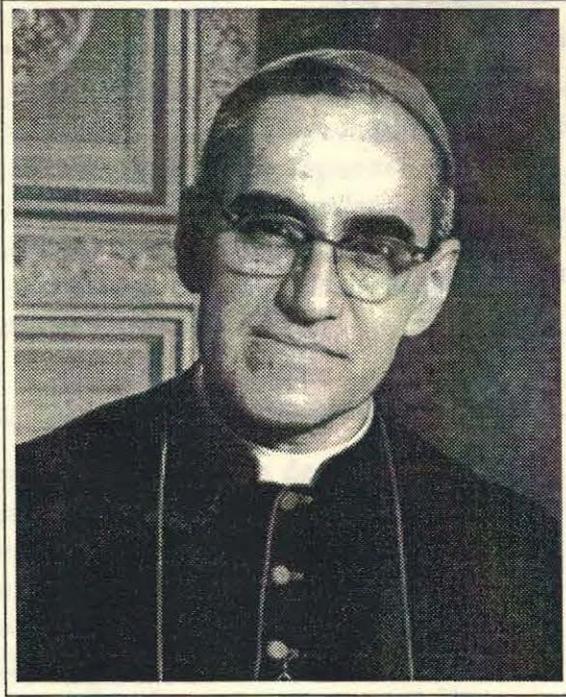
Cette lettre suscita la colère des autorités si bien que tout le monde chercha à se la procurer pour la lire. Une femme raconte: « Je n'arrêtais pas d'en faire des photocopies dans le bureau. Cette lettre n'aurait jamais pu avoir autant de diffusion mais, grâce à la publicité gratuite qu'en fit le gouvernement, elle a été lue partout!». Ces nouvelles tensions entre le gouvernement et l'Église contribuèrent encore une fois à retarder le voyage du Pape à Cuba. Aujourd'hui encore, on peut dire que catholiques et communistes se tolèrent, mais restent méfiants. La visite de Jean-Paul II s'inscrit dans ce contexte. Aucun enthousiasme, ni d'un côté ni de l'autre, mais des calculs stratégiques des deux institutions, l'Église catholique et l'État révolutionnaire, qui espèrent en tirer des avantages respectifs.

La visite du Pape

Le Pape cherche avant tout dans ses visites à légitimer et fortifier l'Église catholique locale. Il se fait l'écho des perceptions et demandes que lui ont communiquées les évêques de cette Église. Or, les évêques cubains veulent apporter un espace qui favorise l'unité, la participation et la réconciliation autour d'un projet de société juste pour tous les Cubains. Ils ont toujours condamné l'embargo infligé par les États-Unis à l'île depuis 1962 ainsi que toute incitation au désordre social ou à des changements violents.

De son côté, le gouvernement cubain qui a toujours contrôlé la situation dans les événements publics, cette fois-ci, n'aura pas joui totalement de ce contrôle. Le Pape a célébré la messe de clôture de son voyage sur la Place de la Révolution de La Havane. Un homme raconte : « Depuis que je suis petit, c'est la Révolution qui convoquait à la Place de la Révolution. Nous y allions pour voir et entendre Fidel... » Le peuple cubain qui n'a jamais vu Fidel relégué à un second plan, se sera-t-il fait l'image d'une Église qui

ROMERO 98



Thème suggéré:

*"Romero...
toujours
vivant?"*

Quelques idées pour aider à "actualiser" Mgr Romero

La thématique proposée: "Romero.... toujours vivant?", se veut une invitation à retrouver les traces de l'héritage de Mgr Romero

- ✓ dans la vie de nos peuples
- ✓ dans nos organisations
- ✓ dans nos propres vies

Dix-huit ans après son martyre, son influence se fait-elle toujours sentir?

Retrouvons-nous son radicalisme évangélique dans nos jugements sur les mises à pied, le chômage des jeunes, le massacre de Acteal au Chiapas, le refus du Président du Salvador de signer la proposition facilitant la propriété des terres des paysans, le refus du Président du Mexique de reprendre le dialogue à partir des accords de San Andrés, ou l'attitude de nos gouvernements face aux immigré-es...?

Sa Parole prophétique résonne-t-elle dans nos Eglises?



ROMERO
98

À Montréal, L'anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero sera célébré en deux temps, cette année:

- ♦ le dimanche 22 mars il y aura des célébrations dans plusieurs paroisses
- ♦ mardi le 24 mars, il y aura une rencontre de SOLIDARITE le soir

Voici la liste des paroisses qui nous ont informés de leur activité:

♦ **La Mission latino-américaine N.-D. de la Guadeloupe, à 13 hrs**

1969, rue Ontario Est (métro Papineau et Frontenac)

Information: Salvador, tél:

♦ **Paroisse St-Grégoire-le-Grand, à 12.30 hrs**

7930, rue Marquette (coin Tillemont)

(métro Fabre et autobus 45 nord jusqu'à Tillemont

ou métro Jarry et autobus 193 est, jusqu'à Papineau)

♦ **Paroisse St-Joseph, à 10.30 hrs**

550 Richmond

(information: Raul Garcia, tél: 989-9649)

♦ **Paroisse St-Willibrod, à 13 hrs**

351, Willibord

(métro Verdun)

(information Vilma, tél: 525-2108)

Note: veuillez nous faire connaître les lieux et adresses où d'autres célébrations seront organisées. Nous les ajouterons à notre publicité.

•• Quant à l'organisation du 24 mars, c'est un •••••

RASSEMBLEMENT ROMERO

au Centre St-Pierre, (salle Fernand Daoust)

1205, rue Visitation,

(métro Beaudry)

Rendez-vous à 18.30 hrs : **Café-rencontre**

à 19 hrs : **Mimes, témoignages, échanges, chants, musique latino-américaine**

sur le thème: "Romero... toujours vivant?"

Une démarche adaptée aux enfants se fera parallèlement à celle des adultes.

BIENVENUE A TOUTES ET A TOUS

Organisé par le Comité chrétien pour les Droits humains en Amérique latine en collaboration avec le Centre St-Pierre et le Centre Missionnaire Oblat



POUR DISCUTER EN GROUPE

1
Le 17 décembre 1978, Mgr Romero, conscient des menaces de mort qui pesaient sur lui avait dit dans son homélie:

"Ma voix disparaîtra, mais ma parole qui est le Christ, demeurera dans les coeurs qui auront voulu l'accueillir."

Notre monde actuel dominé par le profit, a-t-il réussi à faire taire la Parole de Mgr Romero?

Votre opinion :

2
"Ce qui me préoccupe, disait-il le 8 octobre 1978, c'est l'insensibilité qui est en train de se répandre. On fouille les cantons, les maisons, on bouscule les gens, il y en a qui disparaissent et cela semble le plus naturel du monde..."

Ce que dit Mgr Romero évoque-t-il quelque chose de la réalité actuelle?

Le massacre de 45 indigènes au Chiapas a-t-il soulevé un tollé de protestations? Et ce qui se passe en Algérie?

3
"Une restructuration de notre système économique et social est nécessaire parce qu'on ne peut continuer à absolutiser cette idolâtrie de la propriété privée qui est franchement une sorte de paganisme. Le chrétien ne peut être d'accord avec l'idée d'une propriété privée absolue" (30 septembre 1979)

Mgr Romero s'exprimait ainsi il y a 20 ans! Que dirait-il aujourd'hui de notre système économique et social?

Que dirait-il de l'embargo des Etats-Unis envers Cuba qu'heureusement Jean-Paul II a dénoncé lors de sa visite à Cuba? Pouvez-vous retrouver les paroles qu'il a prononcées à cette occasion?

4
"Je vous en prie, je vous en supplie, je vous ordonne: au nom de Dieu, cessez la répression!" (23 mars 1980)

Où la vie est-elle menacée dans notre monde de 1998? Où peut-on retrouver le sens de ce cri d'alarme aujourd'hui?

Dans certaines interventions d'organisations populaires? Dans des déclarations de Marcos ou de Mgr Samuel Ruiz au Chiapas?

Cherchez bien! Romero est VIVANT... et il crie toujours: "Cessez la répression! Cessez l'exclusion! Cessez d'emprisonner les journalistes et d'assassiner les indigènes au Mexique!"

(Complétez).



POUR PRIER EN GROUPE

Pour nos gouvernements

Mgr Romero a dit: "C'est une caricature de l'amour que de régler avec des aumônes ce qui est dû en justice."

Demandons pour nos gouvernements, pour les chefs d'entreprises et pour toutes les autorités que cette Parole les éclaire au moment de décider du sort des femmes chefs de famille, des sans-emplois, des jeunes, des femmes. Prions le Seigneur.

Pour notre Eglise

Mgr Romero a dit: "Je dois écouter ce que dit l'Esprit Saint par la bouche des pauvres, l'analyser et avec eux travailler à la construction de l'Eglise."

Demandons pour notre Eglise cette disposition à écouter les plus pauvres et leurs organisations afin que, par eux et elles, notre Eglise soit renouvelée malgré les critiques et les résistances. Prions le Seigneur.

Pour les jeunes

Après s'être réuni avec un groupe de jeunes, Mgr Romero écrivait: "En toute confiance, ils m'ont posé des questions qui ont beaucoup servi à ma propre réflexion."

Demandons pour les jeunes de nos milieux qu'ils rencontrent cette ouverture et puissent faire cette expérience de confiance mutuelle avec leurs animateurs et animatrices ainsi qu'avec leur famille. Prions le Seigneur.

Pour le Salvador

"Le Dieu de tous les peuples, le Dieu du Salvador est un Dieu capable de jeter une lumière sur la dimension politique", a dit Mgr Romero.

Demandons-lui pour son pays le Salvador, une répartition plus juste des biens et des terres et demandons-lui que les décisions du Président de ce pays soient plus respectueuses de la valeur de chaque personne humaine. Pour que change le coeur du Président, prions le Seigneur.

Pour nous tous et toutes

Mgr Romero a dit: "Ce n'est pas la volonté de Dieu que certains accaparent tout pendant que d'autres n'ont rien. La volonté de Dieu, c'est que tous et toutes soient heureux et heureuses."

Demandons-lui de nous rendre plus conscients et conscientes que le monde dans lequel nous sommes est injuste et que tous et toutes nous avons la responsabilité de faire notre part pour construire un monde plus humain et vivant dans la paix, la vraie.

(Chant) La paz esté con nosotros!

Préparé par le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal H2P 1S6

Tél: (514) 387-2541 Télécopieur: 387-5550

Obsession

par Noam Chomsky

tiré de *La Jornada* du 25 janvier 1998

APRÈS LA GUERRE FROIDE, LES ÉTATS-UNIS ONT MAINTENU ET INTENSIFIÉ UNE POLITIQUE D'ÉTRANGLEMENT ÉCONOMIQUE ENVERS CUBA, POUR LES MÊMES RAISONS STIPULÉES DANS UN DOCUMENT SECRET DE 1961, RENDU PUBLIC RÉCEMMENT ET QUI FAISAIT ÉTAT DU DANGER QU'UN « INSTIGATEUR DE CONFLITS », TEL QUE FIDEL CASTRO REPRÉSENTAIT POUR L'HÉMISPHERE.

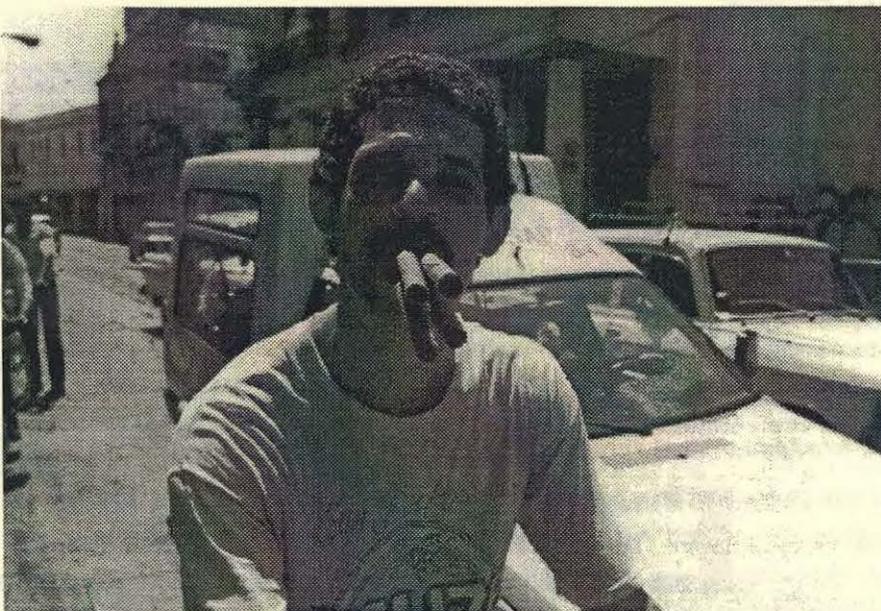
À l'époque, Washington évoquait publiquement la possibilité d'une intervention impliquant des pays latino-américains contre cette « menace pour la sécurité des États-Unis » que représentait Cuba, alors qu'en secret il planifiait l'invasion de la baie des Cochons. On se souviendra de la réaction des diplomates lorsque le président John F. Kennedy a tenté d'organiser une action collective contre Cuba en 1961: « il est peu probable que le Mexique nous appuie, lui avaient expliqué des diplomates, car si nous déclarons publiquement que Cuba est une menace pour notre sécurité, 40 millions de Mexicains éclateront de rire ». Pourtant, à huis clos, le gouvernement de Kennedy nourrissait une vision plus modérée sur l'ampleur de la menace que pose Cuba.

Au retour d'une mission latino-américaine à laquelle il avait participé, le conseiller présidentiel Arthur Schlesinger a identifié les problèmes créés par l'« instigateur » Castro. Selon un mémorandum de Schlesinger, reproduit dans le document de 1961, le danger résidait dans la diffusion de l'idée de Castro « de se faire justice soi-même ». Cela constituait une menace dans la mesure où, auparavant, « la répartition de la terre et des autres richesses favorisait largement les propriétaires... alors que maintenant les pauvres et les moins privilégiés, encouragés par l'exemple de la révolution cubaine, exigent le droit à une vie décente ». [...]

Le syntagme « instigation de conflits » a une connotation historique assez vaste. L'influent quotidien allemand *Die Zeit* a écrit que de nombreux pays du tiers-monde considèrent Cuba comme « une superpuissance internationale » à cause de ses professeurs, de ses travailleurs de la construction, de ses médecins et autres professionnels engagés dans le « service international ». En 1985, *Die Zeit* rapportait que seize mille Cubains travaillaient dans des pays du tiers-monde, soit plus que le double des spécialistes étasuniens qui se sont joints aux *Peace Corps* et à l'Agence pour le développement international. En 1988, Cuba avait « plus de médecins à l'étranger que n'importe quel pays industrialisé et plus que ceux de l'Organisation mondiale de la santé ». Le gros de ce travail était bénévole et « les coopérants cubains vivaient dans des conditions que la plupart des coopérants n'accepteraient jamais ». La chaleureuse réception réservée à la délégation de médecins cubains en Afrique du Sud et les masses qui scandaient « longue vie à Cuba » en disent long sur la réputation dont jouit Cuba dans le tiers-monde.

Les médecins cubains sont arrivés en Afrique du Sud au moment où les États-Unis alimentaient un scandale après que furent descendus deux avions d'un groupe anti-castriste basé en Floride qui violaient systématiquement les limites territoriales cubaines afin de faire pleuvoir sur la

Havane des tracts incitant la population à la rébellion. Selon des sources cubaines, ces avions participaient également à des attaques terroristes contre l'île. On peut se demander comment les États-Unis réagiraient si des avions libyens survolaient New York et Washington pour lancer de tracts incitant les états-uniens à la rébellion, après des années d'attaques terroristes contre des cibles étasuniennes.



Les Libyens seraient-ils reçus avec des fleurs? Un événement survenu quelques semaines avant que les avions anti-castristes soient abattus suggère la réponse à cette question. Voyageant à bord d'un avion rempli de journalistes, un ancien vice-président de la chaîne américaine ABC photographiait la Sixième Flotte des États-Unis dans la Méditerranée. Le présentateur Barrie Dunsmor a rapporté que « le pilote a reçu un avertissement par radio de se retirer immédiatement ou l'avion serait abattu » conformément au « droit international qui défend l'espace aérien militaire ». C'est autre chose, cependant, lorsqu'un petit pays se défend contre une superpuissance.

Pour comprendre cette politique, il serait utile de jeter à nouveau un coup d'oeil sur l'histoire. La politique de renverser le gouvernement cubain ne remonte pas uniquement à l'administration Kennedy, mais à celle de Dwight Eisenhower, qui avait pris la décision formelle de remplacer Castro par un régime « plus favorable aux véritables intérêts du peuple cubain et plus acceptable pour les États-Unis », selon un mémorandum officiel secret de 1960.

Puisque Washington est arbitre des « véritables intérêts du peuple cubain », le gouvernement d'Eisenhower n'a senti aucun besoin de considérer les sondages réalisés à l'époque et qui témoignaient du soutien que les Cubains ac-

cordaient à Castro et de leur optimisme quant à l'avenir.

Le gouvernement de Bill Clinton sait satisfaire les véritables intérêts du peuple cubain: il impose la misère et la faim tout en opposant une fin de non recevoir aux sondages effectués à Cuba. Par exemple, ceux réalisés par une filiale de Gallup ont conclu, en décembre 1994, que la moitié de la population considère l'embargo comme « le plus grave problème qui afflige Cuba »; que 77 % de la population est d'avis que les États-Unis sont « le plus grand ennemi » de Cuba (aucun autre pays n'a atteint 3 %); que dans une proportion de deux pour un, les Cubains croient que la révolution a été plus bénéfique que néfaste. Pour eux, la « plus grande erreur a été de dépendre des pays socialistes comme l'URSS, qui les ont trahis ».

Une étude publiée récemment par l'Association étasunienne pour la santé mondiale démontre que l'embargo provoque d'importantes déficiences nutritionnelles, une détérioration de l'eau potable et une carence importante de médicaments ou d'information médicale; le tout contribuant à la baisse du taux de natalité, à la propagation d'épidémies et de maladies neurologiques et autres souffrances dont sont victimes des dizaines de milliers de personnes. Ceci sont des crimes authentiques accompagnés du cynisme dont seuls les puissants savent faire preuve. ▼

La diplomatie de l'intimidation

L'affaire Helms-Burton

par Wayne Smith

NACLA Report on the Americas,
septembre 1997

ÉTANT DONNÉ QU'IL N'Y A PLUS DE SOLDATS CUBAINS EN AFRIQUE, QUE CUBA N'APPUIE PLUS DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE OU AILLEURS DANS LE MONDE ET QUE L'ALLIANCE MILITAIRE SOVIÉTIQUE-CUBAINE QUI INQUIÉTAIT WASHINGTON S'EST EFFRITÉE AVEC L'EFFONDREMENT DE L'URSS, LES RELATIONS ENTRE L'ÎLE ET LES ÉTATS-UNIS SEMBLAIENT DESTINÉES À S'AMÉLIORER. ON POUVAIT CROIRE À UNE LEVÉE DE L'EMBARGO VIEUX DE 37 ANS. OR, RIEN DE CELA NE S'EST PRODUIT. AU CONTRAIRE, WASHINGTON A ABONDÉ DANS LE SENS INVERSE EN ADOPTANT LA LOI HELMS-BURTON, LE 22 MARS 1996. MOYENNANT CETTE LÉGISLATION ET, DE SURCROÎT, POUR LA PREMIÈRE FOIS, LES ÉTATS-UNIS SE SONT EXPLICITEMENT FIXÉ L'OBJECTIF DE RENVERSER FIDEL CASTRO. ILS ONT RENFORCÉ L'EMBARGO ET D'AUTRES SANCTIONS EN VUE DE RÉALISER CE BUT.

En raison de sa nature irrationnelle, la loi Helms-Burton a provoqué un tollé international : elle viole le droit international et de nombreux traités ratifiés par les États-Unis; elle va à l'encontre du libre-échange préconisé par Washington; elle s'oppose à un ordre mondial plus stable et nuit aux intérêts étasuniens à Cuba.

Cette loi comporte quatre parties. La première vise à interdire la participation cubaine aux institutions financières internationales et prévoit des sanctions à l'égard des pays qui accorderaient une « assistance économique » à Cuba. La deuxième partie énumère les bases pour une éventuelle reprise des relations avec Cuba, la principale étant les démissions de Fidel Castro et de son frère Raúl. Cette partie interdit au gouvernement étasunien de négocier avec un gouvernement de transition qui inclurait soit Raúl ou Fidel Castro. Dans le même ordre d'idées, elle interdit aussi à l'administration américaine de maintenir des liens quelconques avec le gouvernement cu-

bain, même sans les deux Castro, à moins qu'il ne redonne toutes les terres et les propriétés nationalisées pendant les années 1960 à leurs anciens propriétaires ou qu'il ne les indemnise.

La troisième partie permet aux citoyens étasuniens de poursuivre des entreprises étrangères ou d'autres instances, y compris le gouvernement cubain, pour compenser les pertes de leurs propriétés survenues lors de la nationalisation [...]. Enfin, la quatrième partie ferme les frontières des États-Unis aux directeurs d'entreprises qui commercent depuis les propriétés ayant appartenu à des citoyens étasuniens « dépossédés ».

Aucun gouvernement n'appuie la loi Helms-Burton. Le Canada, le Mexique et l'Union européenne ont tous réagi en introduisant des lois de représailles qui rendent illégal l'acte de se conformer à la loi Helms-Burton et qui autorisent leurs citoyens à poursuivre à leur tour des entreprises ou individus des États-Unis afin de récupérer les

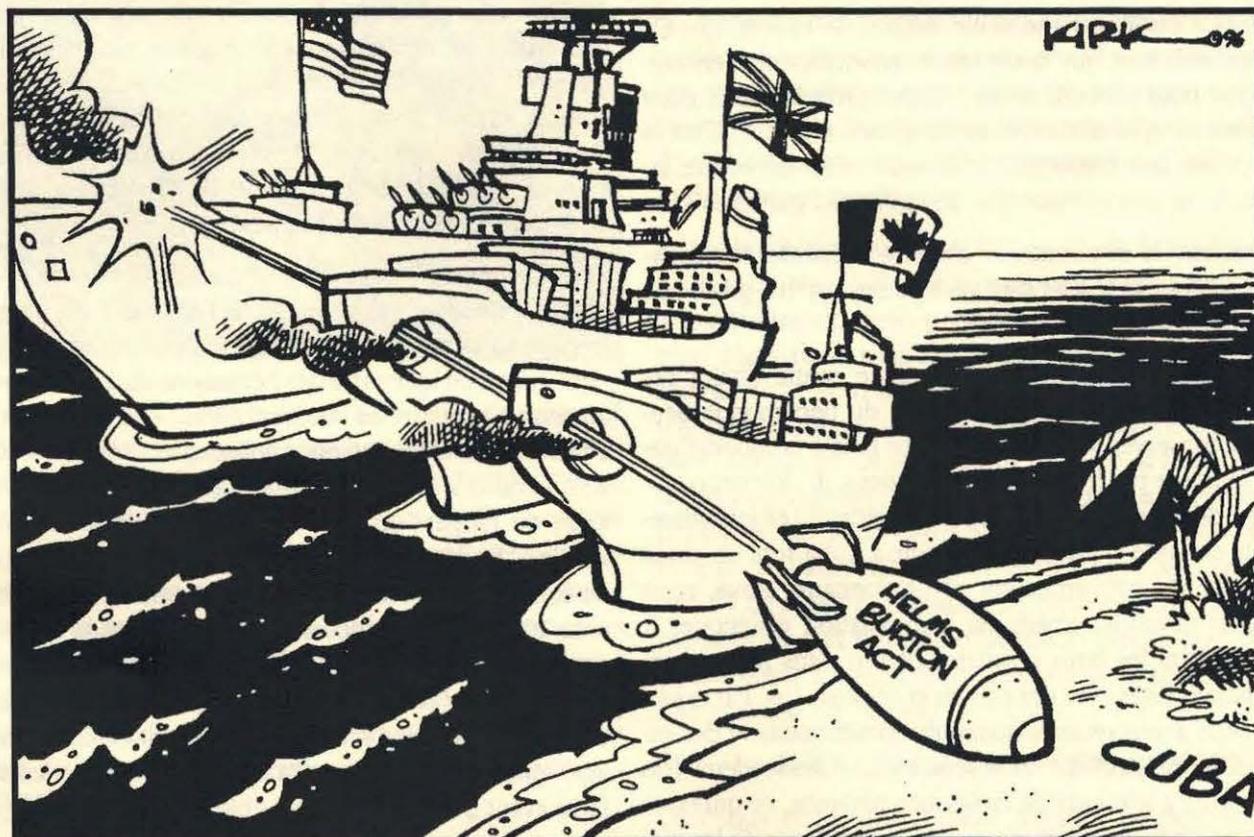
pertes occasionnées par des jugements de tribunaux de ce pays. L'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) vota à l'unanimité le rejet de la loi Helms-Burton en juin 1996. La Commission juridique interaméricaine, mandatée par l'OEA pour se prononcer sur la légalité de la loi, déclara que celle-ci viole le droit international.

Bill Clinton s'est servi de son pouvoir de veto pour empêcher l'entrée en vigueur de la troisième partie de la loi, car si cette dernière le faisait, la série de mesures de représailles introduites contre les États-Unis plongerait le marché international dans le chaos.

Heureusement, la loi Helms-Burton semble incapable d'atteindre ses objectifs. S'il est vrai qu'elle a une légère incidence sur l'économie cubaine,

elle n'a pas réussi à ralentir sa croissance et encore moins à provoquer son effondrement. L'idée que cette loi puisse chasser Castro du gouvernement est pure fantaisie.

Il serait rassurant de penser que la loi Helms-Burton n'est qu'une simple anomalie dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis sous Clinton - une réaction émotive prévisible courante des États-Unis face à Cuba. Mais, la loi Amato par rapport à l'Iran, le recours systématique du Congrès américain aux sanctions unilatérales et l'insistance des États-Unis à vouloir imposer aux Nations unies ses point de vue, ne font que confirmer, avec la loi Helms-Burton, l'unilatéralisme irresponsable dont les États-Unis font preuve sur la scène internationale. ▼



La biotechnologie et la santé:

Les grands exploits de la Révolution

par Gabriel Fernández

tiré de *Madres de Plaza de Mayo*,
Argentine, septembre 1997

LE *POLO CIENTÍFICO* (COMPLEXE SCIENTIFIQUE), UN CENTRE DE RECHERCHE EN OPÉRATION DEPUIS 11 ANS À LA HAVANE QUI OCCUPE UN EMPLACEMENT DE 70 MILLE MÈTRES CARRÉS, ET EMPLOIE 1 060 PROFESSIONNELS, EST LE MEILLEUR EXEMPLE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN SANTÉ PUBLIQUE ET DANS LES CHAMPS CONNEXES. À CUBA, LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE VA DE PAIR AVEC LES SOINS EN SANTÉ.

Une des découvertes du *Polo* en dit long sur cette tendance. En effet, ce complexe aurait conçu un vaccin contre le SIDA qui est présentement sous essai clinique. Dans ce domaine, Cuba est aussi avancé que les États-Unis, l'Angleterre, la France et le Japon. Les chercheurs cubains estiment que d'ici trois ans le vaccin sera disponible au grand public.

Le *Polo* n'essuie qu'une seule défaite, le cancer, qui est « insaisissable et qui nous cause énormément d'ennuis. Lorsque nous croyons avoir fait des progrès, nous nous rendons compte que nous avons plutôt régressé. C'est la bête noire des médecins, et la seule maladie contre laquelle nous n'apportons que des solutions partielles ».

Cependant, la méningite, le choléra, l'hépatite, le psoriasis, le vitiligo, et le VIH sont vaincus aujourd'hui grâce aux recherches effectuées au *Polo*.

Un responsable explique pourquoi le centre atteint ces résultats remarquables: « Si les pays du tiers-monde tiennent à conserver leur indépendance face à la mondialisation imposée par les grandes puissances, ils doivent continuer à développer leur propre technologie. Les investissements en santé et en biotechnologie à Cuba sont un choix politique du gouvernement révolutionnaire. Ainsi, nous sommes devenus experts en manipulation génétique, la preuve étant les bons résultats obtenus dans nos expérimentations faites avec des plantes et des animaux. Par exemple, nous avons réussi à manipuler génétiquement des espèces de poisson qui croissent à une vitesse deux fois supérieure à leur taux de croissance naturelle, ce qui favorise une exploitation commerciale avantageuse. Si les manigances impérialistes ne nuisaient pas au commerce dans le tiers-monde, plusieurs nations pauvres pourraient bénéficier de nos découvertes. »

Le faible taux de mortalité causée par le tabagisme à Cuba relevé par les organismes des Nations unies surprend le visiteur. Bien que celui-ci comprenne les réussites du *Polo* et du système hospitalier cubain, le nombre élevé de fumeurs lui fait froncer les sourcils. Les Cubains fument beaucoup de tabac noir avec ou sans filtre. Fumer augmente les risques de développer un cancer du poumon ou de mourir d'une crise cardiaque. Cependant, il existe un ensemble de facteurs qui diminuent ces risques: une alimentation, un rythme de vie et un milieu de travail sains. Malgré qu'il compte le plus grand nombre de fumeurs en Amérique, Cuba a réduit le nombre de mortalité par infarctus. Son taux de mortalité atteint à peine 10 %, alors qu'il est de 16 % dans les pays industrialisés.

C'est l'*Instituto Finlay* qui a découvert le fameux vaccin contre la méningite B à la suite de l'épidémie qui a ravagé le pays au début des années 1980. Les scientifiques soutiennent quand on leur parle des hésitations du gouvernement argentin à prescrire ce vaccin chez lui. « Le vaccin est très efficace. C'est celui que nous utilisons ici. Nous le vendons à l'Argentine à un prix exceptionnellement bas parce qu'il s'agit de l'Argentine. Si quelqu'un dit que le vaccin est inutile, il le fait pour des raisons politiques mais, au bout du compte ce sont les enfants qui écopent. Si nous produisons 100 millions de doses de vaccin contre la méningite par année grâce aux politiques gouvernementales, c'est dû à la confiance des gens envers la science cubaine et au dévouement de nos scientifiques (ils ont en moyenne 30 ans) qui s'inoculent le vaccin et font de même à leurs enfants avant de le rendre accessible au public. »

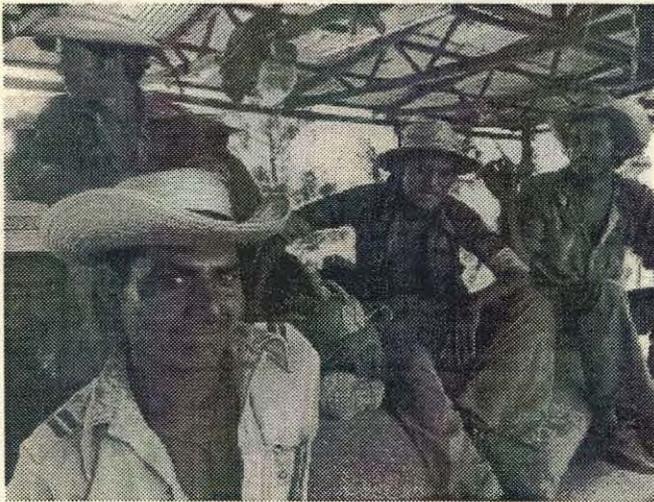
Le *Polo Científico* est peut-être le plus bel hommage à la Révolution. Les Cubains en sont autant conscients que fiers. ▼

Déception cruelle au Salvador:

La dette agraire ne sera pas annulée

par Massimo Panzino

Contrairement à ce que nous avons annoncé dans notre dernier numéro, les lois 135 et 136 qui devaient annuler la dette agraire des paysans salvadoriens n'entreront pas en vigueur. Qualifiant le projet de loi d'anticonstitutionnel, le président Calderón Sol s'est muni de son droit de veto pour renverser le vote de l'Assemblée législative qui avait ratifié ces lois le 30 octobre dernier. C'est ainsi que le pouvoir exécutif tue dans l'oeuf une initiative nécessaire pour revitaliser le secteur agraire du pays et pour effacer les séquelles de la guerre civile. Malgré



la signature des accords de paix de 1992, la précarité économique et le poids d'énormes dettes encombrant la majorité des paysans. Les députés du FMLN (Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional), constitué en parti depuis les accords de paix, ont été les instigateurs du projet de loi. Ce dernier prévoyait, entre autres, l'annulation totale de la dette agraire pour les fermiers et coopératives devant acquitter une somme inférieure à 500 000 colones (équivalent à environ 80 000 \$ canadiens) et une annulation de 93 % de la dette si le montant à rembourser était supérieur à 500 000 colones.

Le lendemain de l'adoption de la loi par l'Assemblée législative, un rassemblement d'appui au vote avait réuni plus de 20 000 paysans dans la capitale. Dix jours après cette manifestation monstre, Calderón Sol

a annoncé, dans un message télédiffusé à la nation, qu'il opposait son droit de veto aux lois 135 et 136. On aurait dit que l'allocution de Calderón Sol ne faisait que copier un document de la Banque mondiale (BM) écrit sur le sujet.

Qu'est-ce que la Banque mondiale vient foutre ici?

Plusieurs observateurs estiment que les raisons évoquées par le président salvadorien pour justifier son geste lamentable sont inspirées d'une lettre adressée par la BM à des groupes de paysans où l'institution financière explique sa position face à l'annulation de la dette agraire. La BM est d'avis qu'une telle politique, à long terme, nuirait à l'industrie agricole du pays, car le secteur agricole ne recevrait plus de prêts du système bancaire national et international. L'annulation aurait aussi de graves conséquences sur l'ordre moral, économique, financier, politique et social du pays. De plus, elle encouragerait le manque de discipline financière et fomenterait une culture de « non-remboursement ».

Aux dernières nouvelles, l'opposition salvadorienne n'a toujours pas adopté la stratégie qu'elle fera valoir à l'encontre du veto présidentiel. En effet, l'Assemblée législative dispose à son tour du pouvoir de renverser le veto du président. Il faut que 56 députés, soit les deux tiers de ceux qui siègent à l'Assemblée, votent en ce sens. Pour ce faire, il faudrait que toute l'opposition vote en bloc, ce qui semble peu probable car seulement 51 députés avaient voté en faveur de l'annulation des dettes agraires. En effet, des 84 députés nationaux, 28 représentent l'Alliance républicaine et nationale [ARENA] tandis que 56 appartiennent à l'ensemble des autres partis, de gauche comme de droite.

Le FMLN: pouvoir exécutif en 1999?

Le FMLN et le mouvement paysan, ne pouvant pas miser sur l'unité de l'opposition, chercheront plutôt à reporter le paiement des dettes agraires à une date ultérieure aux élections présidentielles prévues pour 1999 et que le FMLN compte remporter. ▼

Le cri de l'oiseau rouge

d'Edwige Danticat

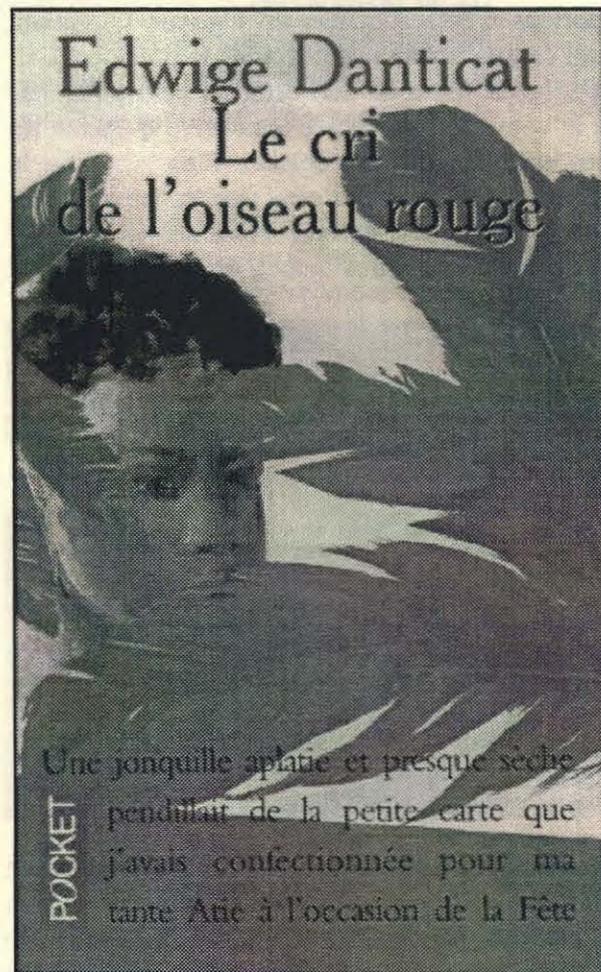
Ce roman magnifique, tendre et cruel à la fois, est l'histoire des femmes d'Haïti. Ces femmes racontent à leurs enfants des histoires destinées à leur faire peur autant qu'à les émerveiller. Entre chants et histoires, la voix des générations s'élève, portant dans sa chair son passé.

C'est l'histoire de Sophie, une fille de douze ans élevée par sa tante, qui part pour New York afin de rejoindre sa mère qu'elle n'a jamais connue. Par elle, Sophie apprend qu'elle est née à la suite d'un viol par un tonton macoute dans un champ de canne à sucre alors que sa mère était adolescente.

Le destin la confronte aux maintes difficultés d'être jeune femme. Sa mère « vérifiait » sa virginité régulièrement selon la coutume familiale. Les cauchemars de sa mère, de sa grand-mère et de son arrière grand-mère deviennent ainsi les siens.

Plus tard, pour Sophie, retourner à Haïti deviendra une nécessité dans sa recherche d'identité. Avec sa petite fille dans les bras, elle rentre au pays « où les femmes sont les lanternes vacillantes des collines, les lucioles de la nuit, les figures qui se penchent sur vous et reproduisent des actes indicibles qu'elles ont elles-mêmes subis ». Sa grand-mère lui apprend à écouter les bruits de la nuit, à regarder les étoiles et à entendre les histoires qui lui montrent comment se libérer.

Edwige Danticat est née en 1969 en Haïti où elle a été élevée par sa tante. À l'âge de douze ans, elle rejoint ses parents aux États-Unis. Deux ans plus tard, elle publie ses premiers textes. Elle figure aujourd'hui parmi les espoirs les plus prometteurs de la littérature américaine et haïtienne. ▼



Le cri de l'oiseau rouge, en traduction française et dans version originale, est en vente à la librairie Abya-Yala, au 4555, boul. St.-Laurent (514) 849-4908.

La Commission internationale pour la paix et les droits humains se dirige vers le Mexique: le Comité chrétien est de la partie

À l'appel des collectifs européens de solidarité avec le Mexique et des organisations de défense des droits humains au Mexique et ailleurs dans le monde, une Commission internationale pour la paix se rendra au Mexique pour une mission qui se déroulera du 16 au 26 février 1998 au Mexique, plus particulièrement dans l'État du Chiapas.

Les buts de la mission sont: assurer le soutien de la société civile internationale dans la recherche d'une solution pacifique, juste et durable au conflit; rencontrer les représentants des différentes parties impliquées dans le conflit (autorités civi-

les et militaires gouvernementales, autorités des communautés autochtones en rébellion, ONG de droits humains, CONAI, etc.); recueillir de l'information sur le respect des droits humains et la situation des personnes déplacées par le conflit. Les résultats de notre enquête nous permettront d'informer les populations et les gouvernements afin de mettre en place une politique cohérente à l'égard du gouvernement du Mexique.

Claude Rioux, coordonateur du CCDHAL depuis le mois d'octobre dernier, nous représentera au sein de la Commission. Bonne tournée!

.....

**ROMERO
98**

Une équipe est en train d'élaborer le programme de l'Événement Romero pour 1998.

Vous trouvez à l'intérieur du présent numéro du Caminando un feuillet suggérant une démarche pédagogique et donnant les informations de dates, lieux, etc.

S O M M A I R E

Éditorial	2
La page du Centre d'actions urgentes	3
Peuples autochtones, à la défense de leur environnement	4
Dossier CUBA :	
Bilan de la rencontre entre Fidel et Jean-Paul II	6
CUBA : Un passé encore présent	8
« Pour sauver la révolution, il faut la perfectionner »	11
Obsession	12
L'affaire Helms-Burton	14
Les grands exploits de la Révolution	16
Déception cruelle au Salvador	17
Chronique livres	18
Va-et-vient	19

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

- JE M'ABONNE AU CAMINANDO
 JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Abonnement (4 numéros par année): 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

Adresse: 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541 - Télécopieur: (514) 387-5550

Comité de rédaction: Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. Traduction: Madeleine Perrault, Jean Greffard et Massimo Panzino.

Collaborations: Massimo Panzino, Claude Rioux

Infographie: Bismark Villacrés